



Samedi 21 décembre 2019

Communiqué de presse de l'intersyndicale AESH 54

## **L'administration sait comment souhaiter de bonnes fêtes aux collègues précaires : 31 Auxiliaires de vie scolaire non-renouvelé-es sur le département**

Nous avons été informé-es le 19 décembre au soir que 31 personnels AVS en contrats CEC (contrat aidé), dont le contrat se termine début 2020 et à qui on avait fait espérer obtenir dans la foulée un contrat d'Accompagnant-e d'élève en situation de handicap (pour deux CDD de 3 ans avant l'obtention éventuelle d'un CDI...) verront leurs espoirs repoussés.

En effet, le Ministère n'a finalement pas autorisé le déblocage de lignes budgétaires qui permettrait la signature de leurs nouveaux contrats. L'administration a cependant indiqué au personnel concerné que cette situation était susceptible d'évoluer dans les premières semaines de l'année 2020, des dotations d'emplois en AESH pouvant être attribuées en début d'année, mais qu'elle était de toute façon dans l'impossibilité de s'engager sur des embauches réelles à cette date.

Si les embauches se font, les collègues concerné-es, qui donnent pourtant pleine satisfaction par ailleurs, se verront proposer un contrat d'AESH en CDD de 3 ans qui ne commencerait probablement qu'au 1<sup>er</sup> février. Ils/elles se retrouveront pendant 2 à 3 semaines sans aucun contrat ni travail et ne pourront même pas toucher d'indemnités chômage ou très peu en raison des modes de calculs et périodes de carence de fin de contrat.

Pour les élèves accompagné-es dont 13 ayant besoin d'un accompagnement individuel, une remutualisation des AESH déjà en poste va être proposée, ce qui va mettre en difficulté de nombreux élèves, ceux qui ont perdu leur AVS avec qui ils avaient tissé des liens de confiance et ceux dont l'emploi du temps de leur AESH va être modifié. Cette décision purement comptable va dégrader encore un peu plus les conditions de travail des AESH et aura un impact sur les conditions d'enseignement pour les équipes pédagogiques touchées. Cette annonce va laisser dans le désarroi de nombreuses familles qui n'ont aucun recours pour faire appliquer de façon satisfaisante la notification MDPH de leur enfant.

La CGT éduc'action 54, la FSU 54 et SUD éducation Lorraine dénoncent cette situation ainsi que le cynisme de l'administration annonçant cela aux collègues de manière brutale et impersonnelle le dernier jour avant les vacances de Noël et exigent que les crédits soient débloqués urgemment afin de maintenir les collègues en poste dès la rentrée.

Pour tout contact :  
**[avs.aesh.54@gmail.com](mailto:avs.aesh.54@gmail.com)**